

## ACTUALITES GENERALES

### Evolution du contexte socio-politique au Burkina Faso

Le capitaine Ibrahim Traoré a signé le 19 avril 2023 un **décret de « mobilisation générale »** et **« mise garde »** d'une durée d'un an, permettant si besoin la réquisition des « jeunes de 18 ans et plus » pour lutter contre les attaques terroristes.

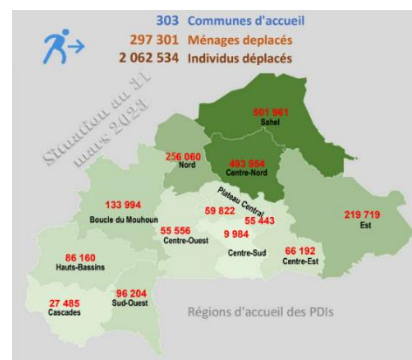
Outre « la mobilisation générale » et « la mise en garde », il a également fait appel à des initiatives publiques ou privées, citoyennes de solidarité et de contributions à l'effort national de lutte contre le terrorisme au profit, en particulier des zones à fort défi sécuritaire.

Dans un décret distinct, le capitaine Traoré a également procédé à la création d'une instance de Coordination Nationale de Lutte contre le Terrorisme (CNCT). Placée sous l'autorité du Premier ministre, Apollinaire Joachimson Kyelem de Tambela, la CNCT est un dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme.

Cliquez [ici](#) pour consulter le décret sur la mobilisation générale et la mise en garde.

### Situation des personnes déplacées internes (PDI)

Selon le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), le Burkina a franchi à la date du 31 mars 2023, la barre des **2 millions de déplacés internes**. Les principales communes d'accueil de déplacés sont : Djibo (13,09%), Ouahigouya (7,13%), Kaya (6,03%), Fada (5,94%) et Barsalogo (4,35%).



Pour en savoir plus : <http://www.conasur.gov.bf>

## LES ACTUALITES DU SECTEUR

### Renforcement du cadre législatif et réglementaire dans le domaine de l'AEUE

La Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excréta (DGAEUE), a organisé le vendredi 02 juin 2023 à Ouagadougou, un atelier de concertation sur les textes législatifs et réglementaires en matière d'Assainissement des Eaux Usées Excréta (AEUE).

Cet atelier qui a réuni les services de la police de l'eau, de la police municipale et les services d'hygiène des arrondissements de Ouagadougou avait pour objectif de susciter et de renforcer l'engagement des différents acteurs à la prise en compte de l'assainissement des eaux usées et excréta dans leurs actions de suivi et du contrôle du respect de la réglementation.

La Directrice Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excréta, dans son mot d'ouverture a reconnu l'existence de plusieurs textes qui encadrent le secteur de l'eau et de l'assainissement mais ils sont faiblement appliqués, ne facilitant pas leur connaissance et encore moins, leur appropriation par les acteurs. Pour elle, l'atelier était donc une opportunité d'échanger avec les acteurs chargés de la prévention et du contrôle de la réglementation en vue non seulement de renforcer la synergie d'action dans la prise en compte de l'assainissement et aussi de mieux responsabiliser les populations quant à leur devoir en matière d'accès à un assainissement durable.

A l'issue de l'atelier, plusieurs recommandations ont été formulées par les acteurs pour une efficacité dans le contrôle des infractions en matière d'hygiène et d'assainissement mais aussi pour un renforcement du cadre législatif et réglementaire en matière d'AEUE.

Source : SCIS/DGAEUE

### Connaissance des ressources en eau du Burkina Faso : le PAEA présente des résultats d'études

Le ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement a organisé les 4 et 5 avril 2023 un atelier de présentation des résultats des études du domaine de résultats 3 (DR3) du Programme d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement (PAEA) à une centaine de participants issus des structures centrales et déconcentrées du ministère, des instituts de recherche, de la Banque mondiale et d'autres partenaires techniques et financiers du sous-secteur de « l'Eau et de l'Assainissement ».

Le DR3 du programme porte sur la connaissance des ressources en eau. Cette composante a initialement prévu depuis le lancement du programme en 2019, la réalisation de sept études dont les principales sont relatives à l'amélioration de la connaissance des ressources en eau de surface,

l'amélioration de la connaissance des ressources en eau souterraine et l'opérationnalisation du Système National d'Information sur l'Eau (SNIÉau).

A ce jour, de nombreux résultats ont été produits par les prestataires en charge des différentes études ainsi que par les structures internes du Ministère. Il s'agit entre autres des études sur l'identification de zones aquifères favorables, la réalisation de nivellement piézométrique des sources et estimations des quantités d'eau prélevées dans le sédimentaire de l'ouest du Burkina Faso et sur l'optimisation des réseaux hydrométriques et de qualité des eaux au Burkina Faso.

Lancé en 2019, le PAEA est un dispositif mis en place par l'Etat burkinabè en collaboration avec la Banque mondiale pour apporter une réponse adéquate à la problématique de la connaissance des ressources en eau au Burkina. Il est subdivisé en quatre domaines de résultats que sont l'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'amélioration de l'accès à l'assainissement des eaux usées et excréta, l'amélioration de l'accès à des informations fiables sur les ressources et eau et le renforcement du capital humain.

### Hygiène et assainissement sur les sites des PDI : la DGAEUE sensibilise les scolaires dans le Centre-Nord

Le ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement à travers la Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excréta (DGAEUE) a tenu du 8 au 11 février 2023 dans la région du Centre-Nord, des séances de sensibilisation sur l'importance de l'hygiène et l'assainissement en faveur des enfants et des adolescents et particulièrement au profit des élèves des écoles installées sur les sites des personnes déplacées internes (PDI).

Communément appelés jeux WASH United, l'objectif de cette campagne était d'inculquer les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

Plus de 600 élèves issus des écoles du site 38 villas situé au secteur 6 de la ville de Kaya et des sites Bisnogo et Louda PAFADNAM tous situés dans la commune de Boussouma ont bénéficié de ces séances de sensibilisation. Les différents jeux composés d'animation musicale et de séances de démonstration ont permis de véhiculer des messages tels la bonne utilisation des latrines, leur entretien ainsi que le lavage des mains après leur usage.



Ces séances ont aussi permis aux élèves et aux encadreurs des camps d'améliorer leurs connaissances sur les modes de transmission et les moyens de prévention des maladies liées au manque d'hygiène et d'assainissement, en particulier le péril fécal.

Source : DCRP/MEEA

### 5<sup>ème</sup> session du CTC-GIRE Burkina-Mali à Bamako

Les 16 et 17 décembre 2022 ont lieu à Bamako la cinquième session du CTC-GIRE BURKINA-MALI à Bamako. La session a permis de :

- Faire le point de l'état de mise de la feuille de route et des recommandations la précédente session ;
- Echanger sur la nécessité de révision de l'accord de création du comité afin de prendre en compte l'ensemble des bassins hydrographiques partagés entre les deux pays ;
- Poser les jalons de la création du Comité Transfrontalier de Gestion des Eaux du sous bassin du BANIFING.



■ Pour plus d'informations, rendez-vous sur la [page Facebook](#) de l'Agence de l'eau du Mouhoun

### Protection des Ressources en Eau dans l'Espace de Compétence de l'Agence de l'Eau du Mouhoun

L'Agence de l'Eau du Mouhoun a organisé du 12 au 14 Avril 2023 dans la salle de conférence de la mairie de Réo, un atelier de validation du plan d'action triennal des Services Police de l'Eau de son espace de compétence et octroyé soixante millions FCFA pour la mise en œuvre de leurs activités 2023.

Ce plan d'action intégré, au-delà des activités régaliennes des Service Polices de l'Eau, s'étend sur la protection des ressources en eau de façon générale.

Il a pour objectifs de :

- Protéger et restaurer les cours et plans d'eau de grande importance dans l'EC-Mouhoun ;
- Lutter contre la pollution ;
- Faire respecter la réglementation en matière d'eau.

Le plan d'action se penchera sur le fleuve Mouhoun, ses grands affluents et les barrages stratégiques de cinq (05) régions (le Nord, Centre Ouest, Sud-Ouest, Hauts Bassins et la Boucle du Mouhoun).



Source : Agence de l'eau du Mouhoun

### Faso Koom bénéficie une deuxième fois de l'accompagnement du programme Blue Deal

En février 2023, Faso Koom a bénéficié d'un second accompagnement du programme néerlandais Blue Deal. Cette deuxième phase va s'étendre de 2023 à 2030. Le projet contribue à renforcer le secteur de l'eau au Burkina Faso.

Pour prendre en compte tous les aspects de la protection de l'eau et de l'environnement, Faso Koom a signé un partenariat avec une association pour assurer la promotion des arbres fertilitaires, de l'agroforesterie et de la foresterie (APAF).

Le partenariat entre les agences de l'eau du Burkina et les agences de l'eau néerlandaise date de depuis 2014.



Source : [Lefaso.net](http://Lefaso.net)

## LES ACTUALITES DU RESEAU

### Atelier d'échanges et de partage d'expériences sur la « Mise en œuvre du nexus urgence/développement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Burkina Faso »

Cet atelier organisé le **jeudi 25 mai 2023** à **Ouagadougou** par le réseau ACTEA a ouvert un cadre de réflexion entre les acteurs de développement et les acteurs humanitaires, l'objectif étant d'échanger sur les liens à établir entre ces acteurs dans le domaine de l'E&A pour sécuriser et renforcer les services d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.



Cette rencontre s'est inscrite dans un contexte marqué par une crise sécuritaire et humanitaire prolongée au Burkina Faso, où les acteurs de développement sont de plus en plus confrontés à des difficultés, se posent des questions sur l'adaptation de leurs modes d'interventions (pilotage des

activités à distance...) et soulèvent de nouvelles problématiques auxquelles il faut répondre (personnes déplacées internes, réfugiés...).

La rencontre a permis de :

- Connaître les différences (principes, objectifs, horizons temporels, modes de financements) entre aide humanitaire et aide au développement ;
- Connaître l'historique et le cadre conceptuel du nexus Humanitaire Développement Paix (HDP) ;
- Mesurer la pertinence du nexus HDP dans le WASH au Burkina Faso ;
- Voir concrètement les stratégies et outils développés par certains projets sur le terrain pour poursuivre leurs activités en dépit de la situation sécuritaire.

Les participants ont formulé quelques recommandations :

- ✓ Faire un plaidoyer auprès des bailleurs de fonds pour intégrer l'approche nexus dans leurs programmes et projets à travers une flexibilité des modes de financement ;
- ✓ Travailler sur l'opérationnalisation de l'approche « nexus urgence/développement » au niveau national ;
- ✓ Intégrer l'approche « nexus urgence/développement » dans les différents plans de développement des collectivités ;
- ✓ Faire des plaidoyers auprès des structures de formation pour intégrer l'approche « nexus urgence/développement » dans les curricula ;
- ✓ Prendre en compte les catastrophes naturelles dans la conception des projets car ce type de choc n'est forcément lié à une crise sécuritaire.

Le compte rendu est disponible [ici](#).

## Atelier de renforcement des capacités sur les stratégies d'accompagnement et de suivi des CLE

Le réseau ACTEA a participé les 26 et 27 avril 2023 à Koudougou, à un atelier de renforcement des capacités sur les stratégies d'accompagnement et suivi des comités locaux de l'eau (CLE) du bassin du Mouhoun.



L'objectif de l'atelier était de renforcer les compétences des CLE dans l'optique de leur permettre de participer effectivement à l'élaboration et la mise en œuvre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prioritaire Samendeni-Sourou.

Plus spécifiquement, il s'agissait de :

- Améliorer les connaissances des CLE et des participants sur les différentes étapes du processus d'élaboration du SAGE ;
- Présenter aux CLE et participants l'état d'avancement du processus d'élaboration du SAGE ;
- Expliquer les rôles et responsabilités des CLE dans le processus d'élaboration du SAGE ;
- Déterminer les modalités de participation des CLE à l'élaboration et à la mise en œuvre du SAGE ;
- Partager l'expérience française en matière d'élaboration participative des documents de planification à l'échelle d'un sous-bassin.

En rappel, cette activité s'inscrit dans le cadre du projet de coopération institutionnelle entre [l'Agence de l'Eau du Mouhoun](#) et l'Agence de l'eau Seine Normandie (France) mis en œuvre avec l'appui technique de l'Office International de l'Eau (OIEau).

### Séminaire d'échanges sur la « Pérennisation des services d'accès à l'eau potable dans les localités intermédiaires au Burkina Faso »

Tenu les **5 et 6 avril 2023** à Ouagadougou, ce séminaire, organisé par le réseau ACTEA avec l'appui financier du Syndicat des Eaux d'Ile de France, avait pour objectifs de :

- Echanger, entre partenaires de coopération, sur les enjeux actuels liés à la pérennisation des services d'accès à l'eau potable ;
- Identifier les pratiques mises en œuvre au Burkina Faso permettant de renforcer la viabilisation et la pérennisation des services d'eau, notamment dans un contexte politique et sécuritaire dégradé ;
- Identifier les pistes de collaboration à tenir pour encourager et favoriser la mise en place de mécanismes de suivi et de régulation des services d'eau pour une pérennisation de ces derniers.



La synthèse des échanges est disponible [ici](#).

### Participation du réseau ACTEA à une rencontre sur l'évolution du contexte socio-politique : comment poursuivre les dynamiques dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ?

La rencontre s'est tenue le 22 mars 2023 au siège de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie à Courbevoie en France dans le cadre des activités du Réseau Burkina Faso animé par le pS-Eau.

Cette rencontre visait à identifier comment continuer à se mobiliser dans ce pays face au contexte et à échanger sur les différents projets et à faire un point sur les actualités du secteur de l'EAH au Burkina Faso en matière de gestion des services d'eau potable en zones semi-urbaines et rurales. Pour cela l'Agence soutient depuis de nombreuses années le réseau ACTEA, qui prévoit d'attaquer sa 5<sup>e</sup> phase d'action.

Les échanges ont permis de :

- Rappeler les cadres de gestion des services d'eau et d'assainissement en zones semi-urbaines et rurales et la répartition des compétences ;
- Revenir sur la mise en place des délégations spéciales, leurs rôles et les enjeux que pose cette transition ;
- Echanger sur la mise en place d'activités de renforcement des capacités des communes et services techniques communaux dans un contexte de transition politique et de crise sécuritaire.

**Le compte rendu de la rencontre est disponible [ici](#).**

### **Discussion en ligne sur « l'assainissement autonome dans les petites et moyennes villes au Burkina Faso : enjeux de la filière de gestion des boues de vidange »**

Les échanges ont été animé par le réseau ACTEA, et se sont déroulés par mail du **16 au 27 janvier 2023**, par l'intermédiaire d'une mailing liste créée et dédiée à ces échanges. Durant deux semaines, une vingtaine de contributeurs ont partagé leurs expériences et leurs réflexions aux 66 personnes inscrites. Les contributions sont essentiellement venues du Burkina Faso et de France.

Cette discussion en ligne a été mise en place afin de collecter les retours d'expériences des acteurs du secteur, de faire un état des lieux des services, d'échanger et d'identifier les bonnes pratiques, d'analyser les différents modes de financement, d'identifier des dispositions à mettre en œuvre pour assurer une viabilité/pérennité de tous les maillons de la filière de l'assainissement autonome. Pour ce faire, **quatre sessions**, chacune de deux jours ont été mises en place :

**Session 1** : lundi 16 et mardi 17 janvier : Etat des lieux des services d'assainissement autonome au Burkina Faso ;

**Session 2** : jeudi 19 et vendredi 20 janvier : Diagnostic de la situation actuelle de gestion des eaux usées et excréta ;

**Session 3** : lundi 23 et mardi 24 janvier : Le financement des services d'assainissement autonome ;

**Session 4** : jeudi 26 et vendredi 27 janvier : Articulation entre services d'assainissement liquide et solide.

**La synthèse des échanges est disponible [ici](#).**



### **Matinale eau et assainissement des collectivités Burkinabé sur « les rôles et compétences des Délégations spéciales sur le secteur de l'Eau et de l'Assainissement »**

Cette rencontre s'est tenue le **jeudi 25 janvier 2023 à Ouagadougou**. Elle s'inscrit dans un contexte marqué par la crise sociopolitique de janvier 2022 qui a occasionné de profonds changements politiques et institutionnels, dont la dissolution de tous les conseils municipaux et régionaux. Ceux-ci sont remplacés par des délégations spéciales à mandat limité. Cette dissolution a de grandes incidences sur la mise en œuvre des programmes et projets de développement en général et ceux dans le domaine de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement en particulier.

En effet, ces nouveaux exécutifs locaux ne sont pas forcément outillés pour jouer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage dans le domaine de l'AEPA. C'est au regard de tout ce qui précède que le réseau ACTEA-Burkina a jugé opportun d'organiser cette matinale d'information et de formation sur la gestion du service publique de l'eau potable en milieu rural et semi-urbain.

Les principaux points de débats ont porté sur :

- Le renforcement des capacités des techniciens communaux eau et assainissement ;
- Le maintien des techniciens communaux eau et assainissement ;
- Les difficultés liées à la gestion des AEPS ;
- Mise en œuvre du contrat d'affermage.

Le compte rendu est disponible [ici](#).

## **PARTAGE D'INFORMATION**

### **Note d'information sur le « Nexus Urgence et Développement dans le cadre de la crise humanitaire au Burkina-Faso »**



Cette note a été rédigée par Experts Solidaires avec l'appui du réseau ACTEA à partir d'une **étude de cas à Gounghin sur un projet d'accès à l'eau potable pour les personnes déplacées internes (PDI)**.

La note est disponible [ici](#).

### Note de cadrage et de capitalisation sur l'approche nexus humanitaire-développement-paix dans le WASH au Burkina Faso

Cette note a été réalisée par le Cluster WASH du Burkina Faso.



La note est disponible [ici](#).

### Guide « Pompage solaire, des repères pour l'action »

Le Programme Solidarité Eau vous propose ce guide actualisé, outil d'aide à la compréhension des enjeux dans le cadre du recours à l'énergie solaire dans les projets de solidarité pour l'accès à l'eau. Il a été rédigé sur la base d'enseignements issus de projets menés en Afrique Subsaharienne.



Le guide est [disponible en ligne](#).

### Autres documents à partager

- [Amélioration technique, économique et financière du maillon intermédiaire de la chaîne de valeur de l'assainissement dans la ville de Ouagadougou : cas de la vidange mécanique.](#) ONG Kynarou, octobre 2022.
- [Demande et perception socio-économique des services de vidange par les ménages dans la ville de Ouagadougou.](#) ONG Kynarou, octobre 2022.
- [Burkina Faso : quelle pérennité financière des services publics d'eau potable en temps de crise ? - Rapport de recherche.](#) Groupe URD, mars 2023.
- [Déplacés au Burkina Faso : Comment les prendre en compte dans la planification des services d'eau potable?](#) Groupe URD, Juillet 2022.



### Faites vivre le réseau ACTEA !

Cette newsletter a été conçue pour vous tenir régulièrement informés de l'actualité du secteur. Elle ne demande qu'à être enrichie par vos contributions.

N'hésitez pas à nous faire part de toute information susceptible d'intéresser les membres du réseau !

**Contact :**

Au Burkina, Justin Bayili : [reseau.actea@gmail.com](mailto:reseau.actea@gmail.com)

En France, Perrine Bouteloup : [bouteloup@pseau.org](mailto:bouteloup@pseau.org)

Retrouvez-nous aussi sur notre site [www.actea.org/](http://www.actea.org/) ou  [ACTEA-Burkina](https://www.facebook.com/ACTEA-Burkina) !

Le réseau ACTEA est coanimé par le pS-Eau en France et l'ACDIL au Burkina Faso.



Le réseau ACTEA bénéficie de l'appui financier de l'Agence de l'eau Seine-Normandie et de l'Agence française de développement.

